Montréal, le 9 novembre 1995

RÉSOLUTION DU CONSEIL N° 95-13

Prélèvement de l'impôt pour les employés canadiens de la CCE

LE CONSEIL

NOTANT que la Commission sera officiellement reconnue comme une organisation internationale, en vertu de l'article 5 de la *Loi (canadienne) sur les missions étrangères et les organisations internationales*;

CONSTATANT que le paragraphe 126(3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada* et que le paragraphe 772(1) de la *Loi sur les impôts du Québec* autorisent bel et bien les organisations internationales à prélever l'impôt sur les salaires et les émoluments des employés au lieu d'imposer leur revenu;

CONSTATANT EN OUTRE la volonté des Parties de traiter avec impartialité et équité les ressortissants des trois Parties qui sont à l'emploi du Secrétariat;

RECONNAISSANT que chaque Partie a le pouvoir d'assujettir ses ressortissants à des taxes intérieures;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'exercice financier 1994, le directeur exécutif, agissant sur avis du Conseil, a assujetti les employés canadiens à un prélèvement d'impôt au lieu d'un impôt sur le revenu, à un taux équivalant au montant de l'impôt fédéral et provincial qu'ils auraient autrement dû payer;

AUTORISE officiellement le directeur exécutif à maintenir le système de prélèvement de l'impôt à l'égard des employés canadiens.

ADOPTÉ AU NOM DU CONSEIL :

Jose Luis Samaniego (Gouvernement des États-Unis du Mexique)

William Nitze (Gouvernement des États-Unis d'Amérique)

Anthony Clarke (Gouvernement du Canada)

ATTESTÉ PAR :

Victor Lichtinger
Directeur exécutif